

LA COLLINE DU PARLEMENT

LE DÉMANTÈLEMENT DU CAMP DE LA PAIX

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Tout à l'heure, pendant la période des questions, le député d'Ottawa-Centre nous a dit qu'à 7 h 30 ce matin, le gouvernement du Canada avait démantelé le camp de la paix sur la colline du Parlement et arrêté deux de ses participants. Pourrait-il dire à la Chambre et aux Canadiens la raison de cette éviction aujourd'hui, deux ans après l'installation de ce camp de la paix, et nous préciser si cette action traduit un affaiblissement de l'engagement du gouvernement à militer pour la paix dans le monde à l'heure actuelle?

Des voix: Oh, oh!

[Français]

L'hon. Roch La Salle (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, je suis renversé de voir que le député se demande comment il se fait, après deux ans, que son propre gouvernement a toléré cette situation pendant 18 mois. J'ai dit tantôt qu'il y a quelques semaines j'ai invité ces représentants à quitter la Colline compte tenu du fait que la Colline n'était pas un terrain de camping. Ils m'ont tout simplement invité à les chasser, qu'ils avaient hâte de déguerpir, mais qu'ils le feraient si on les invitait à quitter les lieux. C'est ce que nous avons fait ce matin, et je répète que nous avons autant de respect que n'importe qui en Chambre vis-à-vis de tous ceux qui prônent la paix. Nous sommes nous aussi en faveur de la paix comme n'importe qui ici, mais je pense que la présence avait suffisamment duré.

[Traduction]

L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT EN FAVEUR DE LA PAIX

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, ma question allait beaucoup plus loin que le problème mentionné par le ministre des Travaux publics. C'est pourquoi je l'avais posée au premier ministre. De nombreux pays ont tiré de cette histoire, qui a fait le tour du monde, la leçon que le soutien à la cause de la paix dans le monde s'essouffait. Le ministre nous a dit que le camp de la paix avait fait passer son message. Si c'est le cas, pourquoi le gouvernement ne prend-il pas fermement position contre les préparatifs de guerre des étoiles des États-Unis?

Je demande au premier ministre de donner l'assurance à la Chambre et à tous les Canadiens que le gouvernement est dévoué à la cause de la paix et de nous dire s'il ne pense pas que l'intervention de ce matin va à l'encontre de cet engagement. Je pense que le premier ministre devrait s'en rendre compte et s'en inquiéter.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, l'intervention de ce matin était d'ordre administratif et avait simplement pour objectif de faire en sorte que les pelouses de la colline du Parlement soient à la disposition de tous et non pas d'un seul groupe de personnes, quelles que soient leurs opinions, qui choisissent de temps à autre d'aller s'installer là à des fins politiques.

Pétitions

Je pense que tous les députés de la Chambre ont fait preuve d'une tolérance, d'une compréhension et d'une sympathie considérables en acceptant amicalement cette présence pendant deux ans. On a jugé qu'il était temps de faire quelque chose. Cela dit, je tiens à donner à mon honorable ami l'assurance que, s'il s'agissait là d'une question d'ordre administratif, il y en a une autre beaucoup plus importante, infiniment plus importante, qui est d'ordre politique et qui concerne tous les députés, c'est celle de notre engagement à la réalisation d'une paix durable.

● (1500)

Je garantis à mon honorable collègue qu'il n'y a rien de plus important pour notre gouvernement, comme pour le député lui-même, que le succès de ces entretiens de Genève qui nous permettront de vivre dans un monde plus sûr et qui minimiseront les risques d'accidents nucléaires. Nous avons à cet égard une détermination totale. Nous estimons qu'il s'agit d'un objectif éminemment noble, et nous le poursuivrons avec énergie en tout temps.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Une question. Le député de New Westminster-Coquitlam.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NICARAGUA—LA POSITION DU CANADA

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Comme le Canada appuie l'initiative de paix du groupe de Contadora, initiative à laquelle le premier ministre a souvent fait allusion et que les efforts des contras en vue de renverser le gouvernement nicaraguayen constituent des obstacles majeurs au succès de ces démarches, le gouvernement canadien se propose-t-il de faire savoir au gouvernement américain, comme de nombreux autres pays de l'hémisphère l'ont fait, que nous nous opposons à ce que le gouvernement américain finance les contras?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le gouvernement canadien expose régulièrement ses vues en termes énergiques.

M. Benjamin: Il ne faut pas oublier les Canadiens.

M. Mulroney: Je dirai à mon honorable ami que, en principe, nous voulons jouer un rôle utile dans cette région. Par conséquent, le ministre des Relations extérieures fera bientôt un très important voyage en Amérique centrale et nous espérons aussi qu'il facilitera l'initiative du groupe de Contadora.

* * *

RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

M. le Président: J'ai l'honneur de signaler à la Chambre que la pétition présentée par le député de Fraser Valley-Est (M. Belsher) le vendredi 19 avril 1985 répond aux exigences du Règlement quant à la forme.